

Le renouveau de l'Europe

Par **Mig**, le **22/07/2023** à **20:44**

Bonjour,

Faut-il construire une Europe fédérale ou renforcer l'Europe des Nations ? Avec comme modèle militaire une Europe de coopération militaire des états-majors des armées de pays européens à la carte, et avec une préférence européenne pour l'équipement militaire. Avec comme autre exemple d'Europe plus fédérale, une Europe monétaire de projets d'innovation en commun pour rendre notre économie européenne plus résiliente en faisant des sauts de rupture d'innovation technologique à l'Europe communautaire. Ou encore pour créer les conditions d'un syndicalisme du travail transfrontalier. Et enfin, créer les conditions d'une Europe monétaire à fiscalités privilégiées. Est-ce en phase avec la politique européenne de développement ou la bonne méthode ? A vous de me le dire plus sérieusement.

Cordialement

Par **Isidore Beautrelet**, le **23/07/2023** à **09:10**

Bonjour

[quote]Faut-il construire une Europe fédérale ou renforcer l'Europe des Nations ?[/quote]
Malheureusement, je ne vais pas pouvoir vous aider dans votre réflexion car pour ma part c'est ni l'un ni l'autre.

Sur ce forum, je n'ai jamais caché mes critiques à l'encontre de l'UE et plus spécifiquement de la commission européenne, notamment sur ce débat

<https://www.juristudiant.com/forum/transferer-plus-de-souverainete-a-l-ue-t32392.html>

Pour ma part, l'Union européenne aurait dû rester un simple traité de libre échange à l'instar de l'aléna, mercosur ou encore de l'asean.

Cela a été grave une erreur dans se doter d'une commission européenne à laquelle les États ont transféré une part trop importante de leur souveraineté.

On en a encore la preuve récemment avec les tarifs de l'électricité. L'État français se retrouve contraint à vendre son électricité plus chère pour sa calquer sur les tarifs des autres États

membres. C'est une aberration !

Pour moi, il faut mettre un gros coup de balais dans toutes les administrations européennes et répartir à zéro.

Mais effectivement, ce serait plus sur un modèle type Europe des nations comme le préconisait Jean-Pierre Chevènement.

Par **Fersi**, le **23/07/2023** à **13:10**

Bonjour Isidore Beautrelet,

L'Europe de libre-échange est une bonne idée pour le consumérisme et le progrès technique, mais doit être optimisée par un dialogue social intracommunautaire entre les partenaires sociaux pour améliorer les conditions de travail des travailleurs transfrontaliers pour réguler le marché du travail. Là où les libertés de circulation économique sont la règle au sein de l'Europe de libre-échange. Toutefois, l'Europe monétaire de politique de coopération d'innovation économique entre les pays européens à la carte permet de faire des sauts d'innovation de rupture technologique à notre économie européenne de libre-échange en la rendant plus résiliente par rapport à l'influence de l'économie mondiale. Ensuite, pour conserver une voie non-alignée au sein de la communauté internationale (vs le BRISCS) le meilleur moyen est d'acquiescer à une autonomie de défense de coopération des Etats-majors européens avec une préférence européenne pour l'équipement militaire. Plutôt que faire le choix d'intégrer l'OTAN avec précipitation. L'Europe monétaire à fiscalités privilégiées permet quant à elle d'attirer les potentielles grandes fortunes du monde en Europe et de relancer la machine économique. Je pense en particulier appuyer celle-ci par une politique budgétaire de keynésianisme écologique de la demande du consommateur européen, mais-là j'avoue que je suis un tout petit peu plus un peu rêveur.

Très cordialement à toi.

Par **Floris22**, le **23/07/2023** à **22:10**

Désolé si mes mots vous paraissent durs

L'Europe est un vassal des USA et de ses lobbys.

L'Europe en tant que tel n'a plus à exister, tout comme la pseudo-démocratie française, où la technocratie et les merdias tiennent le peuple en laisse grâce aux agences de communication (cf covid, ce qui nous est raconté sur l'Ukraine, les températures ...)

Une Europe keynésienne, la bonne blague, où alors oui mais si on va au bout des choses,

c'est-à-dire que la liberté redevient la norme.

Une Europe fédérale, et puis quoi d'autre ? Elle existe déjà d'une certaine façon avec une Allemagne imposant des points de vue à la France (cf l'électricité et la casse d'Edf)

Une Europe des nations, ce serait une excellente chose, à condition qu'il y ait une coopération entre les Etats et qu'aucun d'entre eux ne dictent ses conditions à l'autre. Mais aussi, que pour limiter les distorsions non pas de concurrence, mais dues à la réglementation interne, on supprime 90% du Code du travail actuel pour faire un code comme en Suisse.

Oui, je hais le socialisme, le communisme, le fascisme ... tout ce qui est de gauche aujourd'hui, mais aussi de droite et d'extrême droite car il ne s'agit que de blanc bonnet et bonnet blanc à 90%, et tout ce qui propose une économie dirigiste comme les technocrates européens nous proposent. Je suis pour la Liberté et pour que les gens assument leurs actes.

Un peu de lecture sur l'origine de la prise de pouvoir par les technocrates et cette économie dirigiste

<https://maximetandonnet.wordpress.com/2023/06/10/lecture-jean-bichelonne-1904-1944-un-polytechnicien-sous-vichy-entre-memoire-et-histoire-limore-yagil-editions-spm/>

Par **Floris22**, le **23/07/2023** à **22:15**

Fersi

Nous étions plus forts militairement il y a 30 ans qu'aujourd'hui, alors que nous n'étions pas dans l'OTAN ou dans un autre système. Nous étions certes dans l'Europe, mais une Europe libre échange ou nous avions notre monnaie, notre réglementation ou nous étions plus libres de nos choix.

Actuellement, nous ne pouvons quasiment plus rien faire à cause de l'Europe et de notre dette qui explose.

En 1974, 1 FF = 1 CHF, avec une dette inférieure à 30% (de mémoire du PIB) et des programmes militaires et civils de grandes ampleurs, menés au bout et 10 ans après la fin des guerres colo qui nous avaient coûté fort cher.

Pourquoi ne pourrions nous pas avoir cela aujourd'hui ? Qu'est ce qui a changé ? Quelles sont les causes primaires ?

Par **Isidore Beautrelet**, le **24/07/2023** à **07:07**

Bonjour

@ Fersi

[quote]un dialogue social intracommunautaire entre les partenaires sociaux pour améliorer les conditions de travail des travailleurs transfrontaliers pour réguler le marché du travail.[/quote]
Pour moi ça sonne comme de la novlangue. Au final, on voit bien ce qu'a donné la directive

détachement des travailleurs.

L'UE contribue plus à l'exploitation qu'à la protection des travailleurs détachés. Bien évidemment, je parle de l'usage le plus courant de cette directive, c'est-à-dire faire venir des travailleurs d'Europe de l'est pour qui les charges sociales sont moins élevées.

[quote]Ensuite, pour conserver une voie non-alignée au sein de la communauté internationale (vs le BRISCS) le meilleur moyen est d'acquérir une autonomie de défense de coopération des Etats-majors européens avec une préférence européenne pour l'équipement militaire.[/quote]

Vos propos sont un peu contradictoire. Si je vous suis bien, pour avoir plus d'autonomie, vous préconisez plus d'Europe. Je pense qu'au contraire un État ne peut être indépendant sur le plan international que s'il a sa pleine souveraineté.

Votre citation des BRICS est un peu optimiste car comme le relève Floris dans son message, l'UE souhaite plutôt s'aligner sur les Etats-Unis.

Et enfin, la Suisse pays neutre par excellence, n'est pas dans l'UE, ce qui remet en cause votre théorie. Un pays européen peut très bien avoir une politique international sans être dans l'UE.

[quote]L'Europe monétaire à fiscalités privilégiées permet quant à elle d'attirer les potentielles grandes fortunes du monde en Europe et de relancer la machine économique.[/quote]

C'est qu'on essaye de nous vendre depuis l'instauration de l'€uro et on voit bien ce que ça a donné.

@ Floris :

Je ne peux que rejoindre tes deux messages.

Tu poses les bonnes questions.

.

Par **Floris22**, le **24/07/2023** à **11:00**

Merci Isidore

Tu m'as fait penser au fait que j'avais oublié un point que tu as relevé

[quote]

L'Europe monétaire à fiscalités privilégiées permet quant à elle d'attirer les potentielles

grandes fortunes du monde en Europe et de relancer la machine économique.

[/quote]

Cela s'appelle du capitalisme de connivence, capitalisme qui se trouve dans toutes les économies socialistes afin de générer un marché basé sur du fictif, les subventions induits de la fiscalité privilégiée, au détriment de ce dont les gens ont vraiment besoin.

Si les éoliennes étaient si performantes, par exemple, l'État ne serait pas obligé à subventionner leur mégawatt trois fois le prix minimum de celui d'EDF, et donc cela ne grèverait pas notre facture.

Nous retrouvons ce genre d'amusement financier à nos frais dans beaucoup de domaines, mais bizarre, ils se rapportent tous à l'escrologie ou presque.

Par **Mig**, le **25/07/2023** à **08:38**

Bonjour Floris 22,

Les inégalités sociales de classes peuvent-elles s'expliquer de cause à effet seulement et uniquement avec le domaine dominant du néo-capitalisme de l'économie mondiale ? Ou dit autrement, la réussite des uns conditionne-t-elles la réussite des autres dans un modèle de concurrence parfaite ? Et notamment lorsqu'il y a une perte de grandes capitalisations boursières sur le marché à risque des épargnants financiers ? Comment alors restaurer la confiance du consommateur dans un monde de consumerisme face au risque de crise du marché financier en soutenant la croissance et l'innovation de l'économie réelle sans aucun effet de ventilation de ces richesses économiques à l'étranger ? Et enfin, le développement du facteur humain est-il a contrario nécessairement issu de la croissance schumpeterienne ? Quelles autres alternatives possibles selon toi ?

Par **Floris22**, le **25/07/2023** à **12:40**

Que de mots. Désolé, mais ça sonne creux. J'ai l'impression d'avoir un discours de LFI, sans recul.

[quote]

Les inégalités sociales de classes peuvent-elles s'expliquer de cause à effet seulement et uniquement avec le domaine dominant du néo-capitalisme de l'économie mondiale ?

[/quote]

C'est sûr, il n'existait pas d'inégalités sociales de classe au sein de l'URSS, ni en Chine ou en Corée du Nord.

Pourtant, ces pays étaient fermés à l'économie mondiale et au néo-capitalisme. Au fait, qu'est ce que le néo-capitalisme ?

Je connais le capitalisme et le capitalisme de connivence (celui des copains coquins), mais pas le néocapitalisme. Si tu parles du capitalisme actuel, c'est celui de connivence, capitalisme qu'on retrouve dans tous les pays socialistes.

[quote]

Ou dit autrement, la réussite des uns conditionne-t-elle la réussite des autres dans un modèle de concurrence parfaite ?

[/quote]

Dans un modèle de concurrence parfaite, c'est le consommateur qui est maître de sa consommation et donc de la réussite d'une entreprise. Si une entreprise prend le consommateur pour un lapin de 3 semaines, une autre entreprise viendra lui prendre la place avec un meilleur prix ou une meilleure qualité au même prix, avant elle aussi de se faire virer.

Le risque pris est assumé par son auteur, pas par l'État.

[quote]

Et notamment lorsqu'il perdure de grandes capitalisations boursières sur le marché a risque des épargnants financiers?

[/quote]

Si ce marché existe, c'est que des garanties sont apportées derrière ou que la chandelle vaut le jeu. Donc soit il s'agit de capitalisme de connivence, soit de gens qui aiment la roulette russe.

La roulette russe a toujours existé et a toujours trouvé des joueurs. La forme a juste différé.

[quote]

Comment alors restaurer la confiance du consommateur dans un monde consumérisme face au risque de crise du marché financier en soutenant la croissance et l'innovation de l'économie réelle sans aucun effet de ventilation de ces richesses économiques à l'étranger ?

[/quote]

Connais-tu la psychologie sociale, et notamment deux livres des docteurs Joule et Beauvois ? Un pigeon se lève tous les matins.

Pour le reste de ton discours, jusqu'au 20ème siècle, les innovations étaient financées par des fonds privés, sans que l'État n'intervienne par le truchement de subvention ou d'entreprises publiques. Aujourd'hui, en économie socialiste ou dirigiste, choisis le terme qui te convient, on nous bassine de pub pour nous vanter telle ou telle produit, dont nous n'avons rien à faire en réalité et dont nous pouvons nous passer parfaitement.

Quant à la ventilation à l'étranger, elle existe, mais récupérée par les responsables locaux. Et là, chacun doit se prendre en main. Il s'agit bien souvent d'une question de culture et cela leur appartient en propre. Nous n'avons pas à intervenir, chacun sa mouise.

[quote]

le développement du facteur humain est-il a contrario nécessairement issu de la croissance schumpeterienne ? Quelles autres alternatives possibles selon toi ?

[/quote]

Bizarre, tu aurais pu évoquer la carriole et la voiture, le télégraphe et le téléphone portable, la

marine à voile et celle à moteur.

Toutes ces innovations sont issues de facteurs privés, qui ont trouvé le moyen et le moment pour innover pour rendre la vie des gens plus faciles.

Or cela n'est possible que si les personnes jouissent d'une totale liberté d'action, qu'ils engagent leurs propres fonds et qu'ils assument leurs actes. Bref, pas possible dans une économie dirigiste.

Jusqu'à présent, la Chine n'a fait que copier la technologie, car cela lui permettait de plus produire sans engager de gros frais en R&D

Par **Mig**, le **25/07/2023** à **14:57**

Re-bonjour Floris22,

Il m'apparaît pourtant que les modèles de développement économiques de l'ex-l'URSS, de la Chine et de la Corée du Nord sont des économies capitalistes dirigistes à tendances socialistes trotskistes-léninistes ou maoïstes avec un parti unique au pouvoir, selon moi. Ensuite, on est passé d'un État-providence à un État auto-régulateur des marchés financiers au sein de l'économie mondiale depuis la crise des subprimes de 2008. C'est ce que j'appelle à mon sens le néo-capitalisme. De par l'influence des politiques des autorités de régulation monétaires et de la concurrence anti-trust sur les équilibres de marchés d'offres et de la demande pour une croissance choisie de l'économie réelle locale et internationale. Mais ma question était de savoir si on peut conserver à plus ou moins longs termes un marché financier d'épargnants à risque de perte de gestion d'actifs mobiliers dans un monde où le tout-consumerisme prend le pas sur le low cost par rapport aux produits à plus hautes valeurs ajoutées et les enjeux sur l'obsolescence programmée qu'elle induit dans le développement de notre économie moderne sans avoir recours à un État auto-régulateur et avec une économie à visée de keynésianisme écologique dirigiste. Ne serait-ce que pour conserver notre souveraineté dans nos filières d'emplois industriels ou tertiaires d'avenir (vin etc...) Ce faisant, faut-il conserver une Europe de libre-échange telle qu'elle existe aujourd'hui depuis le Traité de Lisbonne de 2007 sans avoir recours à une politique de coopération inter-étatique pour un développement plus accru de la compétitivité de nos entreprises à l'intérieur des frontières de l'Europe au sein d'une mondialisation où la concurrence par l'innovation est très féroce et surtout déloyale ? L'Europe monétaire ne devrait-elle pas plus financer l'innovation technologique en Europe pour développer l'attractivité de nos territoires ? Que faire pour la politique d'accueil des réfugiés politiques en Europe en cas de trop forte attractivité économique de nos territoires ? Comment défendre l'indépendance de notre Marché intérieur vis-à-vis des investisseurs étrangers ? Quelles autres Europe voyez-vous se dessiner avec l'émergence du développement du mur des Brics dans les prochaines décennies ? Êtes-vous pro-frexit ? Pourquoi ne pas plutôt inventer une Europe de coopération dans l'innovation de la Méditerranée ?

Par **Floris22**, le **26/07/2023** à **18:53**

Déjà, je voulais faire part de ma conception d'une discussion sur un forum ou ailleurs. Je suis

un fervent partisan des vers de Nicolas BOILEAU

[quote]

Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement,
Et les mots pour le dire arrivent aisément.

[/quote]

Aussi, je m'interroge fortement sur la compréhension réelles des enjeux développés.

[quote]

Il m'apparaît pourtant que les modèles de développement économiques de l'ex-l'URSS, de la Chine et de la Corée du Nord sont des économies capitalistes dirigistes à tendances socialistes trotskistes-léninistes ou maoïstes avec un parti unique au pouvoir, selon moi

[/quote]

Désolé, j'aurais dû mettre un smiley pour signifier que j'en parlais au second degré.
Au fait, pourquoi le parti au pouvoir, tout comme à Cuba, ne souhaite (souhaitait pour l'URSS) pas une concurrence ?

Ben non, on est encore et encore dans un Etat-providence. Il suffit de voir tout ce que l'Etat donne en aide, subvention, RSA, PUMA (ex CMU), AME, minimum vieillesse et autres cadeaux financiers à tout le monde.

Quant un pays dépense plus de 65% de son PIB en dépenses publiques, il s'agit pleinement d'un Etat providence et qui, en outre, remplit totalement les cases du parfait Etat socialiste, digne de la Chine, mais avec encore quelques libertés.

Pour aller Droit au but (on craint degen comme c'est inscrit dans le couloir de sortie des vestiaires du Vélodrome), du moment qu'un Etat intervient dans un marché, la concurrence est faussée.

Egalement, du moment qu'un Etat veut contrôler les innovations en limitant les libertés, la R&D s'écroule.

Aussi, pour conserver toutes nos filières, les rendre plus attractives plus compétitives, seules la liberté et la sécurité le permettront: liberté d'emploi et de suppression de poste, liberté économique de s'adapter au marché rapidement, sécurité financière en terme de fiscalité, sécurité aussi des personnes (suppression au possible de la délinquance). Sans cela les territoires ne sont pas attractifs.

Seulement, vient là le souci de nos dépenses publiques qui obligent une taxation morbide et l'Europe qui nous empêche d'adapter notre taxation en fonction de l'origine du pays.

Cependant, je suis convaincu que si l'Etat revient à une dépense publique de 35% du PIB, les contraintes européennes passeront comme du petit lait. L'Europe est un faux problème. Notre Etat socialiste est le problème.

Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les politiques menées et la chute du pays. Un simple comparatif.

Arrêtons le social à gogo et tout rentrera dans l'ordre.

Le reste n'est que foutaise et prise de tête, un pur discours électoraliste pour noyer le poisson afin de gagner des voix.

Par **Isidore Beautrelet**, le **27/07/2023** à **09:18**

Bonjour

[quote]

Seulement, vient là le souci de nos dépenses publiques qui obligent une taxation morbide et l'Europe qui nous empêche d'adapter notre taxation en fonction de l'origine du pays.

[/quote]

Entièrement d'accord avec cette analyse, d'autant plus qu'elle permet de revenir au sujet principal de ce débat ?

[quote]

L'Europe est un faux problème. Notre Etat socialiste est le problème.

[/quote]

Certes, mais l'UE ne fait qu'alimenter tout ce que tu dénonces. Ainsi, selon moi, la sortie est de l'UE est une étape indispensable.

Par **Mig**, le **27/07/2023** à **12:13**

Bonjour Floris 22,

Nous sommes dans une forme

d'Etat capitaliste hybride. Sinon, pourquoi n'y a-t-il pas d'inflation du fait de l'existence d'un monopole d'innovation ? Pour ta question sur une non-concurrence des partis uniques dans les Etats autoritaires de l'Est, on peut y répondre justement par le fait que ce sont des états à économies dirigées intégrées à l'économie capitaliste mondiale et qui contrôlent leur innovation. Ensuite, un retour au franc par une sortie de l'Europe monétaire risque de nous exposer à la fuite des capitaux et à une fuite des cerveaux à l'étranger. À cause du fait d'un effondrement de la valeur de notre monnaie nationale par rapport à d'autres devises étrangères. Car nous n'avons pas une industrie financière suffisamment solide en France comme aux Royaume-unies. L'Europe de la concurrence est devenue, en une décennie, une Europe soumise aux capitaux extérieurs à ses frontières et non pas une Europe de l'innovation. C'est pour cela que je suis foncièrement pour une Europe de coopération dans l'innovation d'excellence par un partenariat entre le secteur privé et le secteur public entre autres idées du renouveau de la reconstruction de l'Europe des nations. En plus pourquoi pas d'une politique monétaire européenne de l'innovation efficace. Ne serait-ce que pour rearmar nos brigades de sécurité intérieure et notre défense nationale.

Par **Floris22**, le **28/07/2023** à **20:34**

Isidore

[quote]

Certes, mais l'UE ne fait qu'alimenter tout ce que tu dénonces. Ainsi, selon moi, la sortie est de l'UE est une étape indispensable.

[/quote]

Effectivement, l'UE alimente le feu mais elle n'en est pas l'élément déclencheur. Elle valide au nom des droits de l'Homme les décisions sociales des Etats qui leur font créer de la dette pour continuer à vivre dans une illusion.

La sortie de l'Europe n'est donc pas une étape indispensable mais une conséquence lors de la reprise de nos libertés au sens Bastiat. Dans un premier temps, certains n'auront plus rien, ils devront choisir entre rien ou travailler, car les entreprises auront un appel d'air pour la compétitivité. La nature humaine étant hostile au changement, des lobbys iront devant la justice européenne.

C'est alors qu'il faudra sortir de l'Europe, quand une majorité de personnes comprendra qu'elle leur est hostile.

Stratégiquement, vouloir sortir de l'Europe qui nous protège tous, assure notre bonheur et notre prospérité, du moins dans leurs utopies qu'ils nous font vivre via des uchronies et leur communication, serait une erreur fondamentale et incomprise.

Par **Floris22**, le **28/07/2023 à 20:53**

@ MIG

Explique moi pourquoi les cerveaux suisses restent et pourquoi on vit si bien là-bas

Explique moi aussi pourquoi en 1976, 1CHF = 1,20FF et qu'aujourd'hui 1CHF = 1,20€ soit une augmentation de 6;55957 du franc suisse (CHF)

FF = franc français

Explique moi également pourquoi nos amis suisses vivent très bien avec un code du travail 10 fois plus petit (voire plus) que notre code du travail, qu'ils ont refusé une cinquième semaine de congés payés, et que tu peux être viré du jour au lendemain sans que ça ne gêne grand monde là-bas.

Explique moi enfin pourquoi l'Etat suisse ne prend quasiment rien en impôts sur les salaires.

Une économie dirigiste est une économie socialiste. Pour survivre, le socialisme ne doit pas avoir de concurrence, d'où une obligation de restreindre les libertés, afin que seul l'Etat puisse garantir et accorder les libertés (Pour info, c'est la définition du libéral au sens anglo-saxon)

[quote]

L'Europe de la concurrence est devenue, en une décennies, une Europe soumise aux

capitales extérieures à ses frontières et non pas une Europe de l'innovation.

[/quote]

Perdu ! tu ne t'interroges que sur les conséquences, mais pas sur la cause primaire. Grâce à quoi peut-on financer le social, les subventions, le fait de vivre à crédit ? et qu'est-ce que cela implique de la part de ceux qui nous financent ?

Pour avoir de l'innovation, il faut être libre.

L'Europe dont tu rêves pourrait exister, mais elle ne ressemblera pas à celle d'aujourd'hui. Elle sera même complètement opposée.

Magguie disait "le socialisme ne vit qu'avec l'argent des autres"

[quote]

Je suis foncièrement pour une Europe de coopération dans l'innovation d'excellence par un partenariat entre le secteur privé et le secteur public entre autres idées du renouveau de la reconstruction de l'Europe des nations.

[/quote]

Un poste de fonctionnaire coûte deux à trois postes dans le privé. Ce qui signifie que quand tu crées un poste dans la fonction publique, tu supprimes des postes dans le privé, à cause de l'augmentation des charges.

Seules les entreprises créent de l'innovation pour conserver leurs marchés. Le secteur public n'en a pas besoin et ne le fait pas. Quel intérêt aurait ses agents à créer de l'innovation car ils ne toucheraient rien dessus ?

[quote]

En plus pourquoi pas d'une politique monétaire européenne de l'innovation efficace. Ne serait-ce que pour réarmer nos brigades de sécurité intérieure et notre défense nationale.

[/quote]

Parce que les deux sont antagonistes. Les États sont incapables d'innover (sauf pour les taxes et impôts)

Arrêtons le social à gogo, que l'État reprenne uniquement à ses missions régaliennes et nous pourrions réarmer. Pour la sécurité intérieure, pareil, supprimons les multi-récidivistes des villes.

Par **Isidore Beautrelet**, le **29/07/2023** à **09:32**

Bonjour

[quote]

Stratégiquement, vouloir sortir de l'Europe qui nous protège tous, assure notre bonheur et notre prospérité, du moins dans leurs utopies qu'ils nous font vivre via des uchronies et leur communication, serait une erreur fondamentale et incomprise.

[/quote]

Quand je dis qu'il faut sortir de l'UE, c'est dans l'optique de former une nouvelle union des États européens. Je ne prône pas une autarcie.

Je conteste surtout le fonctionnement actuel des institutions européennes.

En fait pour être plus précis, je souhaiterais un retour à l'UE telle qu'elle existait avant Maastricht. En réalité, je devrais plutôt parler d'un retour au système de la communauté européenne, puisque c'est depuis Maastricht que l'on a commencé à parler d'UE. A côté de cela, je souhaite que l'on supprime la commission européenne.

Par **Floris22**, le **29/07/2023 à 10:55**

Là-dessus, je te rejoins pleinement Isidore

Par **Mig**, le **29/07/2023 à 17:13**

Bonjour Floris 22,

La puissance des places financières des banques suisses et la politique monétaire interventionniste de la Suisse lui permet d'être plus prospère et plus innovante dans le commerce de l'ingénierie de la finance internationale. Je te l'accorde. Nous, en France, nous n'avons aucun avantage concurrentiel comparatif. Nous risquons donc de dépendre des investissements extérieures à la France. Comme c'est le cas pour notre filière du nucléaire. En revanche, es-tu pour une Europe avec du dumping social ? Tu sembles en tout cas le justifier en étant favorable à plus de libéralisme économique et à moins de politique de redistribution sociale et des solidarités. Peut-être trouves-tu la politique de la PACS ou de l'aide au développement des pays de l'Est en Europe injustifiée pour le développement d'une économie physiocratique. Peut-être es-tu favorable à une fin des bourses d'études supérieures et contre une mobilité Erasmus trop forte. Etc. Bien sûr que les consommateurs européens se doivent de devenir des consommateurs citoyens et responsables pour que l'Europe puisse prospérer. Et bien sûr que l'Europe se doit d'être plus sociale à l'intérieur de ses frontières. Ne veut-on pas fragiliser le marché du travail européen pour organiser une fuite des cerveaux à l'étranger ? Quand est-il des travailleurs seniors comme les travailleurs quinquagénaires ? As-tu été un jour confronté à une défaillance du marché comme la crise du crash boursier de 1929 ou des chocs pétroliers ? Ensuite, comment faire baisser le montant des dépenses publiques en France là où les charges sociales sont trop élevées en France ? Peut-être en les rabotant un petit peu et en luttant contre les accidents du travail trop fréquents. Peut-être aussi en repartissant la semaine de travail à 4 jours de travail hebdomadaire et en ayant un repos journalier plus régulier. Ce qui peut rendre la France du travail beaucoup plus attractive que pour les travailleurs des autres entreprises concurrentes d'Europe centrale et augmenter notre souveraineté productive

Par **Isidore Beautrelet**, le **30/07/2023** à **07:14**

Bonjour

[quote]Peut-etre trouves-tu la politique de la PACS ou de l'aide aux developpement des pays de l'Est en Europe injustifier pour le developpement d'une economie physiocratique .[/quote]
On se croirait presque sur un débat de plateau TV. J'ai beau lire et relire les messages de Floris il n'a jamais rien dit en ce sens.

Pour ma part, la PAC doit être complètement repensée.

[quote]« Malgré plusieurs projets de réforme de la PAC, ses bénéfices financiers continuent d'aller aux grandes exploitations agricoles intensives »[/quote]

<https://www.ciwf.fr/mettre-fin-a-lelevage-industriel/la-politique-agricole-commune-un-levier-majeur/>

Pour les pays de l'Europe de l'est, alors au risque de choquer, oui je trouve cela injustifié. Il ne faut pas oublier que l'entrée des pays de l'Europe de l'est a facilité les délocalisations.

<https://www.larevuedudigital.com/delocalisation-chez-castorama-les-salaries-francais-doivent-former-leurs-remplacants-polonais/>

On a beau financé ces pays depuis presque 20 ans, ils n'ont pas fait grand chose pour faire évoluer leurs politiques sociales.

Ainsi, je pense que c'est surtout l'élargissement de 2005 qui a introduit un dumping social au sein de l'UE.

C'est comme si on demandait à une entreprise de financer ses propres concurrents (ah on me dit dans l'oreille que ça existe déjà)

Mais les polonais viennent d'en avoir un petit goût avec la guerre en Ukraine

<https://www.capital.fr/economie-politique/guerre-en-ukraine-la-pologne-et-la-hongrie-interdisent-les-importations-de-cereales-ukrainiennes-1465830>

[quote]Peut-etre es-tu favorable a une fins des bourses d'etudes superieure et contre une mobilite Erasmus trop forte[/quote]

Alors peut-être que je me trompe mais c'est l'État français qui finances les bourses sur critères sociaux, donc je ne vois pas trop le rapport avec l'UE.

De même le programme Erasmus n'est pas un programme de l'UE.

[quote]Peut-etre aussi en repartissant la semaine de travail a 4 jours de travail hebdomadaire

et en ayant un repos journalier plus regulier.[/quote]

Le même raisonnement était tenu par les socialistes lors du passage des 39 aux 35 heures ...

Par **Mig**, le **30/07/2023** à **08:48**

Bonjour Isidore Beautrelet,

L'extension de l'urbanisation a outrance un peu partout en peripherie des villes de plus en plus connectees en reseaux, au sein de l'Europe, fait que les petites exploitations agricoles sont moins rentables par rapports aux plus grandes exploitations agricoles. Et c'est ce qui explique a mon sens pourquoi la politique de la PACS est aujourd'hui tellement equitalement inefficace pour subventionner les petites exploitations agricoles, mais d'autant plus redoutablement plus efficace pour developper une economie agricole resiliente et de terroires regionalisees avec une innovation dans cette economie physiocrate de pointe (tracteur de semences numeriques etc). Tiens, on parle de subventionnements agricoles, et donc par effet de causalite directe d'un Etat avec une economie dirigiste. Peut-etre veut-on aussi aller encore plus loin dans la liberalisation du marche de la consommation francaise au detriment de l

sa reglementation consumeriste de cette societe de consommation. Telle qu'en rendant plus opaque l'obligation d'information prealable, dont devrait etre tenu pourtant tout professionnel a l'egard de tout consommateur europeen, par un trop-plein de concurrence en Europe. Oui, le consommateur europeen se doit d'etre un consommateur citoyen et responsable pour continuer a faire prosperer le marche interieur europeen. Oui, il nous faut mutualiser et proteger nos moyens de production infra-etatique contre les investissements etrangers et le capitalisme predateur comme sous l'ere de l'Europe du CECA. Oui, il nous faut une politique monetaire pro-active pour investir dans l'innovation de rupture technologique comme dans l'industrie durable du nucleaire zero dechet. Etc. Je suis d'accord avec cette idee-la. Mais aussi est-on pas cense ignorer que le prix de la consommation de l'electricite pour la production ne fait qu'augmenter avec la hausse de la concurrence. La ou on a besoin de monopoles de services publics pour maintenir un prix d'equilibre du marche de l'offre et de la demande de la variable de la

consommation de l'electricite pour la production. On a ensuite d'ailleurs fait le choix d'ouvrir notre marche interieur europeen aux pays d'Europe de l'Est. Puisque l'on a souhaite trouver des matieres premieres a tres bas cout sous le prisme des libertes economiques de la liberte de circulation des marchandises et des personnes au sein de L'Europe de libre-echange. On en a fait un marche precarie des travailleurs detachees. Peut-etre qu'en renforçant la politique du socialisme en Europe, on arrivera a reequilibrer ces choses instables sur le marche en Europe. Dont de meilleures conditions de travail comme en passant a la semaine de 4 jours hebdomadaire et a un repos journalier plus regulier qui participeront sans aucun doute a gagner un surgain de souverainete productive. Tout en reduisant les couts invisibles de nos entreprises francaises et en les rendant plus competitives sur le marche europeen par rapport a nos autres concurrents europeens.

Par **Floris22**, le **30/07/2023 à 12:09**

En vitesse

Pour la PAC, vas voir le film "les algues vertes". Tu constateras une partie des conséquences.
<https://www.youtube.com/watch?v=KyRpq2eHvdg>

Et la PAC tue nos agricultures vivrières ainsi que la biodiversité.

[quote]

Mig

Peut-etre aussi en repartissant la semaine de travail a 4 jours de travail hebdomadaire et en ayant un repos journalier plus regulier.

Isidore

Le même raisonnement était tenu par les socialistes lors du passage des 39 aux 35 heures ...

[/quote]

Et on constate que le chômage a explosé. Ben oui, d'où vient le pognon pour financer cela ? De la compétitivité des entreprises. Donc si on réduit le temps de travail, on réduit la compétitivité. Les congés sont financés par les employés eux-mêmes, pas par l'entreprise. Pour 4 jours, tu seras davantage soumis à une pression au travail, sans pouvoir souffler vraiment durant tes 3 jours, car tu n'auras pas plus de pognon qu'avant. Au final, RPS augmentés.

Et je n'ai pas de réponses directes, même pas une amorce, à mes questions. Pourquoi ?

Par **Isidore Beautrelet**, le **30/07/2023 à 12:36**

Bonjour

@ Mig

[quote]

On est aussi pas censé ignorer que le prix de la consommation de l'électricité productive ne fait qu'augmenter avec la hausse de la concurrence. La ou on a besoin de monopole public pour maintenir un prix d'équilibre du marché de l'offre et de la demande de la variable de la consommation de l'électricité productive..

[/quote]

Je suis entièrement d'accord avec vous. Mais qui a poussé à la libre concurrence en matière de gaz et d'électricité ? : l'UE !

[quote]

On a d'ailleurs ensuite fait le choix d'ouvrir notre marche europeen interieur aux pays d'Europe de l'Est, puisque l'on souhaitait trouver des matieres premieres a tres bas cout sous le prisme des libertes economiques de la liberte de circulation des marchandises et des personnes au sein de L'Europe de libre-echange. On en a fait un marche precare des travailleurs detachees.

[/quote]

Entière d'accord avec vous !

Ajoutez cela le fait que les pays d'Europe de l'est ne respectent pas certaines normes européennes et certains préfèrent faire leur popote ensemble via le groupe de Visegrad

https://www.lepoint.fr/monde/migrations-ue-le-front-antimigrants-de-visegrad-chante-victoire-29-06-2018-2231703_24.php

Cela ne fait que démontrer que l'élargissement de 2005 a été une grave erreur.

[quote]

la semaine de 4 jours hebdomadaire et un repos journalier plus regulier participeront sans aucun doute a gagner en souverainete productive.

[/quote]

Je ne vois en quoi le fait de bosser 4 jours par semaine au lieu de 5 améliore notre souveraineté productive. Au contraire, je pense que cela va dissuader certains entrepreneurs de s'installer en France.

Et comme l'a souligné Floris, le passage des 39 au 35 heures comme moyen de faire baisser le chômage, on a vu ce que ça a donné.

Sans compter que certains patrons préféreront recourir aux heures sups plutôt que d'embaucher.

@ Floris

[quote]

Et je n'ai pas de réponses directes, même pas une amorce, à mes questions. Pourquoi ?

[/quote]

Ben quand je disais que ça faisait ambiance débat plateau TV ?

Par **Mig**, le **30/07/2023** à **12:40**

Bonjour Floris 22,

Il faut construire une société de consommation européenne sur des bases de citoyenneté et de responsabilité sociale et environnementale, car le progrès technique par la liberté de la concurrence, qui peut se confondre avec le progrès économique au nom du consommateur

europeen, ne suffit plus a alimenter nos exploitations vivrieres d'elevage et de reproduction animale dans le respect du bien-etre animal. Cela doit forcément passer par renforcer la transparence et la tracabilite des chaines de valeurs economiques de nos produits d'elevages qui nous sont offerts sur le marche interieur europeen d'alimentation. Telle que cela semble pouvoir en prendre la voie avec l'inscription par transposition de l'obligation prealable d'information et de l'obligation de delivrance conforme dans notre code de la consommation francais comme un frein a L'Europe de l'ultra-liberalisme qui fait des ravages sur notre biodiversite. L'Europe de l'ultra-liberalisme ou l'Europe de l'hypercroissance contribue, quant a elle aussi, nos ecosystemes dans nos campagnes, par un etalement urbain de plus en plus expansive et par une fertilisation des sols qui pollue toutes nos nappes prehatiques un peu partout en Europe. Quant a vos questions Floris 22, j'y repond volontier en soulignant que nous savons tous que la Banque centrale Suisse pratique une politique monetaire pro-interventionniste tres active sur le marche monetaire suisse et qu'elle possede une puissance de frappe mondiale de ces places financeres importante dans son economie d'innovation dans l'ingenierie de la finance internationale ou elle possede un savoir-faire d'excellence. Aussi, represente-t-elle un point strategique au centre de la carte de l'Euopr des nations. Ensuite, je pense qu'une politique de flexisecurite de l'emploi permet, tout comme le droit a l'erreur, d'encourager la liberte d'entreprendre en France et peut-etre une excellente initiative pour l'Europe de libre-echange. Pas jusqu'au point de laisser un libre arbitre au poivoir disciplinaire de l'employeur dans la politique de rupture du contrat de travail d'un salarie sans aucune garantie de procedure de licenciement ni aucune obligation de securite a la charge de l'employeur. Meme s'il est vrai qu'il apparait qu'il existe trop de distorsions a la liberte de la concurrence par des regles de Code du Travail trop eparses en Europe. L'image des travaillees detachees venant des pays d'Europe de l'Est en est une illustration tres marquante. Peut-etre faut-il unifier un code du Travail europeen, comme par exemple dans les groupes de societes ou les chaines de sous-traitances dans cette Europe de libre-echange qui semble se dessiner jour apres jour apres la guerre en Ukraine ? Peut-etre aussi faut-il lutter contre la corruption des pays d'Europe de l'Est comme condition preable a toute adhesion au sein de l'Europe des nations ? En tout cas les projets de lutte contre l'obsolescence programmee et contre le travail des enfants des produits fabriques a l'exterieures des frontieres europeennes va dans le sens d'une transformation vers l'eveil de la conscience du consommateur citoyen europeen . La ou l'Europe se tire une balle dans le pied en instaurant une taxe carbone d'importation de marchandises mises en libres-pratiques dans ses frontieres interieures par manque de vision scientifique satisfaisante sur le Climat et s'inscrivant contre la doxat de la libre circulation des marchandises en Europe. Quiz de l'innovation et des progres sociaux ? Comment rendre l'emploi moins precare pour les seniors et les non-diplomes dans leur parcours d'insertion vers l'emploi ? Ceux sont sans doute eux les grands perdants de la Mondialisation. En ne parlant surtout pas de l'illectronisme en Europe avec le vieillissement de la population et la digitalisation des services publics et du E-commerce en couvrant tout le territoire europeen avec la 5 G. Au nom de quel profit d'entreprise ? Nous, nous avons perdu tout avantage concurrentiel comparatif dans le sens de la specialisation des taches theloriennes entre nations depuis fort longtemps. Qu'est devenu notre projet francais de nucleaire de recyclage a zero dechet ? Notre filliere d'industrie navale ou ferroviere et meme automobile ? Meme dans l'industrie de l'aviation nous peinons a vendre plus d'avions avec la forte concurrence strategique du constructeur americain Boing aviation. Au contraire, si on veut revenir a l'Europe du CECA ou du projet d'euratom: quels autres projets de construction d'envergure pour se fournir en energie d'avenir a envisager des demain? Peut-on y parvenir avec une Europe de politique d'investissement monetaire a projets d'envergure? Avec quel type de monnaie europeenne en circulation? Avec quelle politique de solde migratoire europeenne en cas de trop forte attractivite monetaire et territoriale? Quelle strategie militaire europeenne adopter pour

defendre les interets imperiaux de l'Europe ? Et avec quelle politique de negociation conventionnelle europeenne en cas d'Europe a projets d'investissement monetaire des nations ?

Tres cordialement a vous.

Par **Floris22**, le **06/08/2023** à **17:22**

A chaque fois, je ne lis que des litanies de conséquences et sur lesquels on souhaite apporter des réponses pour les corriger, ou les annuler.

Pour se développer, que ce soit un être humain, une entreprise, un pays, il est nécessaire d'avoir la liberté et de la sécurité tant physique que monétaire ou fiscale ou psychologique... En France, la sécurité est assurée par l'Etat qui bouge sans cesse la donne. Dès lors, la sécurité ne peut être garantie donc le développement également.

Et chose amusante, nous avons donné la garantie de notre sécurité et de nos sûretés à un organisme technocratique qui s'appelle l'Europe. Elle-même qui nous pond des règlements et directives qui restreignent nos libertés.

Pour essayer de faire au plus simple pour démontrer que tu te casses le cerveau pour pas grand chose, je vais te donner un exemple concret.

En France, ta retraite et ton chômage sont assurés par l'Etat qui te ponctionne.

Dans d'autres pays, ce sont des organismes privés.

Ces organismes privés, parfois sous contrainte étatique à géométrie variable, ont pour fonction de faire de l'argent pour assurer leur survie et celle de leur adhérent.

Pour réussir cette mission, ils disposent de beaucoup d'argent, toutes les cotisations versées par des centaines de milliers d'adhérents. Ils ont donc les moyens.

Ces organismes privés ont donc pour ambition de garder leur marché national intact, voire le développer, pour que leurs adhérents puissent payer leurs cotisations et pour que eux puissent se payer. Ils vont donc faire pression sur leur gouvernement pour que celui-ci n'écrase pas les salariés ou entreprises de taxes et impôts qui rendraient les industries moins compétitives.

De l'autre côté, ils vont peser sur d'autres économies nationales de pays limitrophes ou pas (Là où il y a de la matière première par exemple) pour que ces pays soient plus à-mêmes à acheter des produits fabriqués par les adhérents de ces sociétés.

Ainsi, le marché se développe et le pays de cette société voit son développement humain croître. Mais dedans, point de néo-capitalisme à la base ou autre socialisme ou capitalisme de connivence.

Non, juste une liberté de créer et de penser avant tout à ceux qui bossent pour que le pays se développe grâce à eux. Le poids de l'Etat est donc réduit, à l'inverse des propositions lues supra.

Par **Mig**, le **06/08/2023** à **18:43**

Bonjour Floris 22,

Tu ne t'aies jamais demander ce que l'on peut faire pour préserver notre système capitaliste en cas de défiance du marché suite à une crise financière ou un choc pétrolier systémique. Et notamment avec l'apparition d'une crise de spéculation boursière, de spéculation de bulle de location immobilière, de spéculation sur les jeux de la volatilité des prix de l'énergie ou des matières premières par des agents économiques intermédiaires qui poussent à l'inflation des marchés économiques en profitant d'une manne financière et qui fragilisent notre souveraineté et notre compétitivité nationales par l'innovation (échec des enjeux de la Taxe-flatte sur la théorie du ruissellement). Celles-ci entraînent des inégalités sociales de paupérisation de classe, de la société par le bas, dans cette Europe de l'hypercroissance par la dette qui existe encore aujourd'hui. Le marché financier de l'assurance sur les dettes souveraines des États en est un exemple parlant. Et elle fragilise le budget des ministères comme le budget du ministère du développement des collectivités territoriales et du logement notamment marqué par les désastres de la non-rehabilitation des logements urbains anciens ou le budget du ministère des armées. On doit alors se demander si le système de marché financier ultra-, spéculatif, tel qu'il existe aujourd'hui, est le seul qui puisse valoir vraiment la peine. Ou bien si un autre système financier est beaucoup plus concevable. Comme par exemple cela peut-être le cas du modèle de l'épargne salariale ou de l'économie de proximité résidentielle avec des actions collectives. Sans parler d'un autre risque de main-mise sur une manne financière par la nationalisation d'une épargne GSS. Mais cela est déjà un autre sujet. Les questions que l'on doit se poser, c'est aussi ensuite de savoir quelles sont les limites d'une Europe de l'hypercroissance en cas d'une attractivité monétaire et économique par une pression d'insécurité migratoire trop forte dans cette Europe monétaire de libre-échange par rapport à d'autres devises étrangères. Des lors, quelle mutualisation des moyens de renseignements intérieurs et extérieurs stratégiques mettre en communs et quelles politiques de voisinage non-colonialistes développer avec les pays frontaliers l'Europe de libre-échange pour instaurer une bonne entente avec nos pays voisins ?

Par **Floris22**, le **09/08/2023** à **10:46**

MIG

Pour faire simple, l'État n'est pas et n'a jamais été la solution. L'État est le problème dès qu'il sort de ses fonctions régaliennes.

Un peu d'histoire pour montrer que ce problème a toujours été existant:

La légende raconte que Louis XIV recevant une délégation d'armateurs de Saint-Malo leur demanda comment il pourrait les soutenir dans leur concurrence avec les anglais. Le chef des armateurs, complètement affolé par cette proposition, aurait répondu : « Sire, sire, surtout ne faites rien ! Vous nous avez assez aidés. »

Et je ne peux résister ici à vous proposer un peu de lecture qui colle pile poil à ce sujet:

<https://h16free.com/2023/08/09/74878-lallemagne-a-tue-la-france-et-leurope-a-tue-lallemagne>

Par **Mig**, le **09/08/2023** à **14:53**

Bonjour Floris 22,

Le probleme est dans la concurrence deloyale entre les entreprises des Etats membres de l'Union europeenne et non pas dans un systeme capitaliste sans contraintes reglementaires des etats-interventionnistes dans leur economie nationale . Sans quoi le marche ne peut etre fonctionnelle. Tout comme c'est le cas de l'Europe sous pression migratoire de l'hypercroissance. En effet, je ne crois pas en une croissance infinie de l'economie europeenne. Et j'en veux pour preuve la politique monetaire anti-inflationniste de la Banque centrale europeenne suite a l'apparition de la crise des subprimes de 2008 par exemple ou de mutualisation et de rachat des dettes souveraines europeennes en titres financiers pour prendre un autre exemple qui sont d'autant plus efficace qu'une Europe sans aucune souverainete monetaire. Je reste donc sans voix a vous lire.

Tres cordialement a vous.

Par **Floris22**, le **09/08/2023** à **21:28**

Sauf qu'il ne faut pas oublier le besoin.

Le prix n'est pas un argument principal, il permet une vente, mais ne la déclenchera pas.

On peut sponsoriser autant qu'on veut une entreprise, ce n'est pas pour ça qu'elle sera rentable.

Une entreprise vit aussi et surtout grâce à son personnel. Elle a donc besoin d'une main d'œuvre qualifiée et pour ça, elle pourrait mettre beaucoup. Seulement voilà, dans certains pays, l'éducation est en chute libre et/ou non adaptée aux besoins industriels.

Enfin, si un marché se ferme, car le pays veut réserver la consommation à son pays, il y aura alors rétorsion. Ce pays perdra plus qu'il ne gagnera sauf à faire du jetable vraiment pas cher. Cela lui permet de copier ensuite des produits.

Mais nous transgressons le sujet d'Isidore si je poursuis sur cette voie.

Pour revenir au renouveau de l'Europe, il ne pourra avoir lieu que quand celle-ci arrêtera d'être un laquais américain et que chaque pays, ou au moins la France, aura œuvré pour la liberté de ses forces vives, avec un social à minima et des subventions quasi nulles.

Par **Floris22**, le **09/08/2023** à **21:48**

Un petit article intéressant sur l'économie allemande

<https://brunobertez.com/2023/08/08/la-faz-expose-la-desindustrialisation-allemande/>

et une question MIG. Quel âge as-tu ? J'ai l'impression que nous ne sommes absolument pas

de la même génération, et que de facto, pas la même approche du monde actuel

Par **Mig**, le **10/08/2023** à **09:32**

Bonjour Floris 22,

Je viens d'avoir 31 ans. Mais vous n'avez pas pas du tout répondu à ma question de savoir ce que l'on fait pour faire face à une trop forte pression d'insécurité migratoire de la part de migrants économiques et climatiques en cas de trop forte attractivité monétaire et territoriale de cette Europe monétaire de l'hypercroissance que vous semblez défendre. Ensuite, je ne crois absolument pas du tout au mythe d'une croissance éternelle de l'Union européenne. C'est là d'ailleurs où l'Europe sociale doit faire son œuvre pour notamment éviter la trop grande paupérisation des couches sociales européennes les plus défavorisées par rapport aux plus riches, et donc par voie de conséquence, d'organiser une ségrégation sociale de celles-ci à l'intérieur même des frontières de l'espace de Schengen en régulant le Marché économique européen. Je suis donc également aussi pour une Europe politique avec une citoyenneté européenne participative dans la continuité du projet de citoyenneté européenne instaurée par la bien-pensance de l'Europe mitterrandienne. Aussi, je suis très favorable à la construction entre les nations d'un marché de coopération monétaire européenne à projets d'innovation d'évergère en communs davantage que de voir des États-providences intervenir dans leur souveraineté d'économie nationale avec des risques de distorsions de concurrence économique et sociale. Je pense d'ailleurs que l'on peut mettre en place des corps intermédiaires avec consultation obligatoire en Europe pour que la commission européenne ait un avis éclairé avant de prendre une décision politique avec plus de transparence. Ensuite, on peut aussi mettre en place un impôt européen sur les grandes fortunes immobilières pour lutter contre la crise du logement dans ce renouveau de l'Europe que je défends ? Ou même d'imposer une taxe sociale sur le partage de la valeur ajoutée dans les plus grands groupes de sociétés européennes pour plus accroître la croissance économique et maintenir la concurrence et l'innovation au sein du marché commun ? Je suis donc plus socialiste que vous n'êtes plus ultra-libérale que moi. Au passage, pour quelle garantie du maintien à l'emploi des travailleurs précaires ou seniors ?

Par **Isidore Beautrelet**, le **30/08/2023** à **09:43**

Bonjour

Un autre exemple récent qui démontre que la commission européenne n'œuvre pas l'intérêt des États membres

<https://www.marianne.net/agora/les-signatures-de-marianne/poulet-ukrainien-la-commission-europeenne-poignarde-la-volaille-francaise-et-paris-laisse-faire>

Par **Isidore Beautrelet**, le **27/10/2023** à **07:55**

Bonjour

Je remonte ce débat car il redevient d'actualité en raison d'une récente (et inquiétante) proposition d'eurodéputés

[quote]

Les eurodéputés de la commission des Affaires constitutionnelles (AFCO) ont exprimé le souhait de réformer en profondeur les traités de l'UE dans un rapport approuvé mercredi (25 octobre), une proposition qui supprimerait une série de vetos nationaux et rendrait l'organe exécutif du bloc, la Commission européenne, plus ouvertement politique.

[/quote]

<https://www.euractiv.fr/section/institutions/news/des-eurodeputes-proposent-une-revision-des-traites-de-lunion/>

Cela peut être analysé comme le premier pas vers la création d'un État fédéral.

Par **Floris22**, le **27/10/2023** à **08:56**

Bonjour Isidore, Bonjour à tous,

Comme une Europe encore plus technocratique et dictatoriale plutôt.

J'hésite entre 1984 et le meilleur des mondes.

Plus je vois leur soif de pouvoir et leur envie de baisser nos droits et libertés, plus je supporte Poutine et la Russie.